

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 19/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCAT

Aéroport de Toulouse Blagnac
Portail C - Zone de Fret
31700 Blagnac

Références : 2025/0503
Code AIOT : 0006803102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement SCAT implanté Aéroport de Toulouse Blagnac 31700 Blagnac. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a abordé deux thèmes, dans le cadre de la mise en œuvre d'actions thématiques nationales de l'inspection des installations classées :

- l'application du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I), formalisé par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (titre IV), qui vise à améliorer la prise en compte du vieillissement de certains équipements à risque au travers de programmes de contrôle et de maintenance particuliers ;
- l'identification des PFAS potentiellement présents dans les mousses anti incendie présents sur les sites. Il s'agit de vérifier le respect des dispositions en vigueur, d'appréhender l'application des

restrictions d'utilisation qui ont été décidées mais ne sont pas encore entrées en vigueur et de rappeler à l'exploitant les échéances réglementaires pour préparer la substitution et l'élimination des mousses contenant des PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAT
- Aéroport de Toulouse Blagnac 31700 Blagnac
- Code AIOT : 0006803102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCAT (anciennement SASCA) exploite un dépôt de carburant (JET-A1) pour l'avitaillement des avions sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 PMII

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	inspections externes détaillées - PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Examen d'un dossier de réservoir soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
2	Plan d'inspection des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
3	visites de routine - PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2	Sans objet
5	inspections hors exploitation détaillées - PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	suites données au plan d'inspection - PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-5	Sans objet
7	PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6	Sans objet
8	PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
9	PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
10	PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
11	PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
12	PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
13	PFAS dans les mousses anti-incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence que le programme de contrôle défini par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 n'était pas intégralement respecté, un certain nombre de vérifications à fréquence quinquennale n'étant pas réalisées. L'exploitant a toutefois pris rapidement des dispositions après l'inspection pour se remettre en conformité. Elle a également permis de constater que plus aucun des émulseurs présent sur le site n'était fluorés, et que donc ceux-ci étaient exempts de PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Examen d'un dossier de réservoir soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dossiers de suivi des réservoirs

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> -date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; -volume du réservoir ;-matériaux de construction, y compris des fondations ; -existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; -date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;-liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ; -dates, types d'inspection et résultats ; -réparations éventuelles et codes utilisés.Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le site est autorisé à stocker environ 1800 tonnes de produits pétroliers et carburants sous la rubrique 4734. Les réservoirs de stockage sont donc soumis à la réglementation PMII et à l'arrêté ministériel du 3/10/2010.</p> <p>Le site comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 bacs atmosphériques, d'une capacité de 547, 548 et 970 m3, contenant du JET A1; - un réservoir cylindrique atmosphérique, de 35 m3, récupérant les eaux de nettoyage des autres bacs et purges. <p>Tous ces réservoirs disposent d'un dossier de suivi contenant les informations requises, qui a pu être examiné en inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan d'inspection des réservoirs soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Plans d'inspection des réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -des visites de routine ; -des inspections externes détaillées ; -des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. <p>Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Chaque réservoir fait l'objet d'un plan d'inspection, contenu dans le dossier évoqué dans la fiche de constat n°1.</p> <p>Pour le contenu de ce plan d'inspection, se reporter aux fiches n° 3 à 7 du présent rapport.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : visites de routine - PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Visites de routine
Prescription contrôlée : Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.
Constats : Des visites de routine sont réalisées annuellement sur chaque réservoir. Lors de l'inspection, le compte-rendu détaillé de la visite réalisée le 01/06/25 sur le réservoir V1 a pu être examiné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : inspections externes détaillées - PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Visites détaillées
Prescription contrôlée : Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima : -une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ; -une inspection visuelle de l'assise ; -une inspection de la soudure entre la robe et le fond ; -un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; -une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; -l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ; -des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.
Constats : Tous les 5 ans, il est procédé à un nettoyage de la cuve, une vérification produit et une inspection visuelle interne. Le programme de contrôle quinquennal ne comprend toutefois pas l'ensemble des items prévus par l'arrêté ministériel (inspection soudure, contrôle d'épaisseur, vérification des déformation

<p>géométriques).</p> <p>Suite à ce constat d'écart, l'exploitant à indiqué par courriel du 8 octobre avoir missionné la société NOVA afin de faire ces opérations et ainsi se conformer à ses obligations; les interventions devant avoir lieu entre le 20 et le 31 octobre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif de la réalisation des contrôles attendus et programmés entre le 20 et le 31 octobre dès qu'ils seront disponibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : inspections hors exploitation détaillées - PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Visites détaillées hors exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ; -une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ; -des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ; -le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ; -des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. <p>Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une inspection décennale des réservoirs, comprenant tous les items mentionnés, est bien réalisée par l'exploitant.</p> <p>L'inspection a pu notamment vérifier les rapports du contrôle décennal du bac V1 datés du 11/09/18.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : suites données au plan d'inspection - PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des visites
Prescription contrôlée : Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.
Constats : Aucun écart particulier n'a été relevé dans les rapports de contrôle examinés par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Intervenant
Prescription contrôlée : Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées : - par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou - par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou - par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou - sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa. Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes. Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent des liquides inflammables de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé du développement durable.
Constats : Les prestataires réalisant les contrôles sur le site sont professionnellement reconnus dans leur domaine de compétence. A noter que les réservoirs concernés ne relèvent pas de l'article L 557-28 du code de l'environnement ni de la réglementation équipements sous pression, et que les hydrocarbures stockés ne comportent pas de caractéristiques physico-chimiques particulières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PFAS dans les mousses anti-incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : Le site dispose d'une réserve de 7500 l d'émulseurs. Ceux-ci ont été remplacés en décembre 2024 par du Respondol ATFC 3/3, certifié sans fluor selon la fiche fournisseur et la FDS que l'inspection a pu examiner. Les anciens émulseurs fluorés ont été éliminés chez SARP industrie (bordereau de suivi de déchet vérifié lors de l'inspection), et les cuves et équipements ayant été en contact avec l'émulseur démantelés et également envoyés chez SARP. Enfin, l'exploitant a indiqué qu'à sa connaissance, aucun émulseur n'a été utilisé ou fait l'objet d'essais sur le site. Il a par ailleurs précisé qu'une recherche de PFAS était prévue dans les eaux pluviales issues du site cette année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection, lorsqu'ils seront disponibles, les résultats des analyses de recherche de PFAS dans les eaux pluviales du site programmées cette année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PFAS dans les mousses anti-incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)
Prescription contrôlée : 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
Constats :

Comme indiqué dans la fiche n°8, l'exploitant ne dispose plus d'émulseurs contenant des PFAS sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PFAS dans les mousses anti-incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans la fiche n°8, l'exploitant ne dispose plus d'émulseurs contenant des PFAS sur son site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PFAS dans les mousses anti-incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, Notification des stocks de PFOA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la</p>

nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : Comme indiqué dans la fiche n°8, l'exploitant ne dispose plus d'émulseurs contenant des PFAS sur son site. Aucune notification n'est donc attendue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PFAS dans les mousses anti-incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction à venir des PFCA C9-C14
Prescription contrôlée : 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
Constats : Comme indiqué dans la fiche n°8, l'exploitant ne dispose plus d'émulseurs contenant des PFAS sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : PFAS dans les mousses anti-incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction à venir du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)
Prescription contrôlée : 4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les

<p>mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans la fiche n°8, l'exploitant ne dispose plus d'émulseurs contenant des PFAS sur son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>